

**OBJET : Interpellation de la FSU**

Chers camarades,

Les questions posées dans votre lettre ont retenu toute mon attention.

Même s'il est toujours réducteur de répondre ainsi, je m'efforcerai de préciser les positions que je défends en tant que candidate (suppléante) de la FASE, tout comme le font les candidats FASE-Front de Gauche.

Pour ce faire, je reprendrai l'ordre de votre questionnement.

Toutefois, avant toute chose, je pense qu'il faut rappeler une évidence, si souvent oubliée : **Il n'y a jamais eu de changements positifs sans des luttes populaires.**

C'était le cas en 1936 lors du Front Populaire avec les congés payés ; en 1945 avec la création de la Sécurité Sociale et le droit de vote des femmes ; en 1968 avec l'augmentation du SMIC de 40%, la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise et un recul du chômage ; le cas encore en 1973 avec l'IVG et le mouvement féministe.

Aujourd'hui, un grand élan populaire est nécessaire pour élaborer et imposer des solutions démocratiques aux forces de la finance, aux exploiters des grandes entreprises. C'est pour favoriser ce mouvement et le faire entendre jusqu'à l'Assemblée Nationale que la FASE présente des candidates et candidats aux élections législatives.

Les luttes populaires, les assemblées dans les entreprises et les quartiers peuvent devenir des lieux où se prend le vrai pouvoir sur le cours des évènements.

C'est pourquoi, les députés participants à la FASE seront en permanence avec leurs électeurs non seulement pour dire APRÈS ce qu'ils auront voté au Parlement mais pour examiner AVANT comment intervenir pour les faire entendre jusqu'au Parlement.

## **Sur les services publics :**

### **Égalité et solidarité : vive les services publics !**

Santé, école, petite enfance, transport, culture, sécurité, justice, services postaux... Les gouvernements libéraux ont imposé baisses de dépenses et gestion « compétitive » dans tous les domaines. Cela se traduit, tant dans les territoires ruraux qu'urbains, par un recul des services publics. Qui en pâtit ? Les classes populaires, salariés, retraités, jeunes, chômeurs. Trop de femmes doivent supporter une double journée. Et que dire de l'Éducation Nationale ? Du Ministère de l'Intérieur si instrumentalisé ? Ou de la Justice en crise à tous les niveaux : pénitencier, tribunaux, protection de la jeunesse,...

Les services publics sont indispensables pour les besoins de la population et l'égalité de toutes et tous et pour un aménagement équilibré des territoires. Mais aussi pour la transition écologique de nos modes de production et de consommation.

### **Les candidats FASE-Front de Gauche s'engagent à défendre :**

- **l'abrogation de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et la fin de la gestion libérale des services publics (privatisation, critères de gestion, évaluation...)** ;
- **une démocratisation des services publics : la participation et le contrôle des citoyens doivent permettre de définir les missions et les orientations, la tarification, les investissements ;**
- **une redéfinition des missions des services publics répondant à l'intérêt général et à l'égalité d'accès et de traitement ;**
- **les mesures qui permettront à la protection sociale (sécurité sociale, retraite, santé) de relever d'une logique de solidarité nationale et non d'une démarche individuelle et marchande ;**
- **la titularisation des 800 000 agents précaires de la fonction publique.**
- **la création d'un pôle 100 % public (EDF, GDF-Suez, Total, Areva,...) de l'énergie et le contrôle du coût de l'énergie, notamment par l'instauration d'un tarif social.**

## **Sur la protection sociale :**

La droite a fait le sale boulot. Les plus riches ont accumulé des sommes inouïes. À l'autre bout : 8,5 millions de pauvres vivent avec moins de 954 € par mois, seuil de pauvreté. Le SMIC dépasse à peine 1 000 €. Mais 1/3 des travailleurs au SMIC sont à temps partiels ou en emplois précaires et 80 % d'entre eux sont des travailleuses. Leurs « réformes » ont attaqué les retraites par répartition. La pauvreté gagne du terrain dans toutes les classes d'âge. Le minimum vieillesse plafonne à 742 €, le RSA à 474 €. Ces revenus de misère permettent bas salaires, petits boulots et précarité. Des besoins fondamentaux comme celui de se loger décemment sont inaccessibles pour un grand nombre : 10 millions de personnes sont touchées par la crise du logement, écrit le rapport 2012 de la Fondation Abbé Pierre.

### **Les candidats FASE-Front de Gauche s'engagent à défendre :**

- **le SMIC à 1 700 € pour 35 h 00 par semaine, et une revalorisation des retraites, des minima sociaux et des indemnités chômage ;**
- **la régularisation des travailleurs sans-papiers pour en finir avec cette exploitation honteuse qui permet de faire pression sur les salaires de tous ;**

- **une remise à plat des aides aux entreprises. La suppression des exonérations qui incitent aux bas salaires ;**
- **la revalorisation des salaires dans la fonction publique tenant compte des pertes accumulées depuis 10 ans ;**
- **des mesures afin de rendre le logement accessible à tous, renforcement de la loi SRU, baisse des loyers, application de la loi de réquisition des logements vides, suppression des lois et des mesures qui encouragent la spéculation ;**
- **des mesures contre l'emploi précaire : contrôle du recours aux CDD et intérim, sur-cotisations sociales, critères d'éligibilité aux marchés publics... ;**
- **des mesures fortes contre les discriminations à l'encontre des femmes ;**
- **l'abrogation de toutes les mesures qui ont permis le démantèlement du système de santé et le non remboursement des soins (médecins, hôpitaux, médicaments).**

### **Sur l'éducation**

Les moyens du développement, de l'épanouissement, de l'éducation, de l'accès à la culture, de la préservation et de la valorisation de la biodiversité n'ont jamais été aussi considérables. Les mêmes moyens servent à accroître le poids de la domination du capital et les champs où elle s'exerce. Les inégalités sont immenses et la rapacité d'une minorité nuit à toute la société. Les sciences et les techniques sont utilisées pour épuiser les ressources naturelles et asservir davantage les femmes et les hommes quand elles pourraient être mises à leur service. Les moyens de production et de communication sont accaparés et détournés par les plus riches, protégés par les systèmes technocratiques, policiers et militaires, quand ils devraient construire une citoyenneté mondiale. La propriété n'a jamais été aussi concentrée en quelques dizaines de milliers de mains quand des milliards de femmes et d'hommes n'accèdent pas aux droits fondamentaux.

La limitation de la dépense publique est au cœur de toutes les politiques (en France sous la forme de la Révision générale des politiques publiques) alors même que notre société doit, au contraire, s'approprier à consacrer davantage de richesse à l'éducation et à la culture, à la recherche, à la prévention et à la santé, aux politiques de solidarité et de développement humain, à la qualité de vie et à la préservation des biens communs de l'humanité.

Il faut mettre fin à une politique de destruction du service public de l'Éducation nationale, redéfinir son rôle pour l'émancipation, à travers l'accès aux connaissances des développements scientifiques et techniques, et l'accès de tou-te-s à la culture.

Il est enfin prioritaire de développer une politique de lutte contre toutes les discriminations dans tous les domaines : emploi, éducation, formation...

Au-delà de ces orientations générales qui guideront nos positions en tant qu'élus, je partage l'ambition du Front de Gauche qui **propose un projet éducatif** à la hauteur de la situation, et **non un aménagement de l'existant**. Le Front de gauche refuse de penser sa politique éducative dans le cadre du budget contraint érigé en dogme par les politiques d'austérité.

**Son projet** ne résulte pas d'une quelconque « convention-spectacle » ou d'une commission fermée réservée à quelques technocrates ; **il résulte d'une réflexion menée avec la population elle-même**, au cours des assemblées citoyennes, **avec les enseignants, les chercheurs, les mouvements pédagogiques et les réseaux divers.**

Le projet se veut ouvert et non figé et construit autour d'une **idée centrale : l'école de l'égalité.**

Trop souvent galvaudé et instrumentalisé, ce terme **doit retrouver à présent tout son sens.**

**L'école de l'égalité, c'est avant tout une école humaniste et progressiste, laïque, indépendante des logiques de marché et de l'utilitarisme économique.** C'est une école qui renoue avec la culture, la connaissance et les idéaux collectifs. Elle permet à tous les élèves, scolarisés de 3 à 18 ans, d'acquérir une culture commune, une qualification reconnue et de s'émanciper. C'est une école où pas un jeune ne sort sans une qualification. C'est une école qui **affirme la capacité de tous les élèves à apprendre et réussir**, et la place au centre des politiques éducatives et pédagogiques. Elle donne les moyens à toutes et tous de trouver sa place. Cette école est résolue à prendre le parti **d'une réduction des inégalités** et qui abroge les logiques de concurrence et de management en cours.

C'est une école qui cesse de considérer ses personnels comme un fardeau, mais qui, récusant toute forme d'autoritarisme et s'appuyant sur des professionnels respectés et revalorisés, dotés des moyens de bien faire leur travail, **redonne aux enseignants, à tous les personnels éducatifs, aux parents d'élèves et aux jeunes toute leur place et toute leur légitimité.** C'est enfin une école qui traitera de **l'urgence absolue** de la refonte totale de la formation des enseignants et qui enrayera le cercle vicieux de la désaffection de la profession enseignante produite de toute pièce par le pouvoir actuel.

**L'école de l'égalité s'inscrit dans le projet global du Front de Gauche et nécessite des ruptures radicales avec l'ordre établi.**

Ce projet nécessite une **mobilisation de toutes les forces de notre société** à la fois pour en débattre, en préciser les grands axes et agir pour les faire aboutir. C'est un instrument essentiel pour répondre aux attentes et aux besoins et contribuer à construire une autre société.

**Ce projet s'articule autour de 12 propositions pour refonder une politique nationale d'éducation.**

J'en indique simplement ici les titres mais vous joins le document du Front de Gauche de l'éducation où vous les retrouverez sous une forme plus détaillée :

- |  |   |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"><li><b>1. Tous capables !</b></li><li><b>2. L'urgence : un plan de lutte contre les inégalités.</b></li><li><b>3. Un service public d'éducation national.</b></li><li><b>4. À formation commune, qualification égale.</b></li><li><b>5. Construire une culture commune ambitieuse.</b></li><li><b>6. Défendre et transformer l'école maternelle.</b></li><li><b>7. Refonder l'école sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre.</b></li></ol> | <ol style="list-style-type: none"><li><b>8. Redonner sens au métier d'enseignant est une priorité.</b></li><li><b>9. Tous les parents ont leur place à l'école.</b></li><li><b>10. Associations éducatives et pédagogiques laïques sont partenaires de l'école publique.</b></li><li><b>11. La politique d'éducation doit aussi s'adresser aux jeunes en voie de délinquance ou de déscolarisation.</b></li><li><b>12. Dépenser pour l'école, c'est investir dans l'avenir.</b></li></ol> |
|--|---|

J'espère que ces réponses, nécessairement succinctes vous éclaireront sur les options que je défends au nom de la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE).

Il va de soi que je suis disponible pour discuter avec vous de tel ou tel point qui vous semblerait utile à préciser.

Pour compléter votre information sur nos positions, nous vous invitons à consulter les documents de référence de la FASE qui se trouvent sur notre site national (<http://lafederation.org/>). Nous vous joignons, sous format électronique, le 4 pages « 7 exigences pour maintenant » qui indique les exigences que nous mettons en avant et les engagements de nos candidats FASE-Front de Gauche.

Je vous en souhaite bonne réception.

Solidairement et unitairement

**Brigitte BERGER**

candidate suppléante dans la 2e circonscription au titre de  
la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE)